

Développements macroéconomiques récents

Comme d'autres pays, la République du Congo est confrontée à une troisième année de COVID-19, qui perturbe les modèles socio-économiques déjà fortement endommagés par cinq années de récession. Aux effets négatifs de la pandémie se sont ajoutées des inondations dans la partie nord du pays en novembre 2021. L'augmentation de la production et des prix du pétrole n'a pas suffi à compenser les effets de la pandémie et des inondations. L'économie s'est contractée de 0,2 % en 2021, contre une contraction de 6,2 % en 2020. Également en 2020, le chômage était estimé à 10,3 % et le taux de pauvreté à 46,1 %, tous deux exacerbés par les pertes d'emplois après le passage de la COVID-19. Les opérations du gouvernement central ont donné lieu à un excédent budgétaire de 1,4 % du PIB, après un déficit de 1,7 % en 2020. Le ratio d'endettement est tombé à 84,7 % du PIB en 2021, contre 101 % en 2020.

L'inflation a été modérée à 2,0 % en 2021, dans le cadre du critère de la CEMAC. Le crédit à l'économie n'a augmenté que de 1,6 % en 2021, reflétant la faible demande de crédit dans une période d'incertitude. Les créances douteuses ont diminué à 17 %, contribuant à réduire les vulnérabilités du système bancaire. En 2021, soutenu par les prix du pétrole, le compte courant a affiché un excédent de 15,5 % du PIB, après un déficit de 0,2 % en 2020. Les réserves de change se sont renforcées, passant de 2 mois à 2,7 mois d'importations de 2020 à 2021.

Perspectives et risques

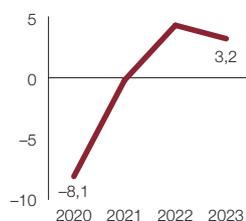
Les perspectives sont favorables mais restent fragiles dans un contexte marqué par la persistance de la pandémie de COVID-19 et des conséquences mondiales de la guerre en Ukraine. La croissance du PIB est prévue à 4,3 % en 2022 et 3,2 % en 2023, grâce à l'accélération de la campagne de vaccination, à l'amélioration de la production pétrolière et au dynamisme dans les secteurs de l'agriculture et de l'exploitation minière, ce qui permettra à la croissance du secteur non pétrolier (bâtiment et travaux publics, bois, mines et services) de remonter à 3,3 %.

La production pétrolière devrait augmenter de 1,0 % avec la reprise des investissements des plus grands producteurs, avec un prix moyen prévisionnel du baril de 70 \$. L'inflation devrait passer à 3,4 % en 2022 et à 3,1 % en 2023. L'assainissement budgétaire à moyen terme, combiné aux fortes recettes pétrolières, devrait conduire à des excédents budgétaires de 4,7 % et 2,9 % du PIB en 2022 et 2023. La dette publique devrait continuer à diminuer légèrement, pour atteindre 83,6 % du PIB en 2023. Le compte courant devrait rester excédentaire à 16,5 % et 7,2 % du PIB en 2022 et 2023, grâce à la balance commerciale. Les perspectives restent aussi tributaires de la mise en œuvre réussie des réformes structurelles lancées avec le FMI et de la durée de la crise ukrainienne.

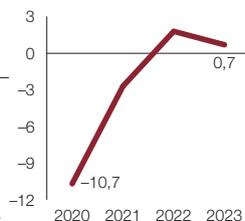
Changement climatique et options de politiques publiques

La République du Congo est 109^e sur l'Indice mondial des risques climatiques 2021. Le pays connaît une augmentation de l'intensité et de la fréquence des événements extrêmes causés par le changement climatique. Ils sont plus prononcés dans les zones urbaines, où vivent 70 % de la population et où la capacité de résilience et d'adaptation fait encore défaut. En effet, les infrastructures (notamment les logements, les routes et les systèmes d'évacuation et d'assainissement) sont soit faibles, soit détruites. Le pays est classé 165^e dans l'indice des pays de l'initiative Notre Dame Global Adaptation Initiative 2020. La CDN du gouvernement prévoit une réduction des émissions nationales de 48 % et 55 %, d'ici 2025 et 2035. Le pays a également commencé à planter 40 000 ha de forêts pour séquestrer plus de 10 Mt de carbone, protégeant ainsi les tourbières du bassin du Congo, qui servent d'important puits de carbone. En ce qui concerne la transition énergétique, le pays améliore son approvisionnement en énergie, basé sur les énergies renouvelables, y compris le gaz naturel. À cet effet, une capacité de production d'électricité de 300 MW a été installée, en plus de celle de quatre centrales hydroélectriques. Le taux d'accès à l'eau potable est de 66 % en milieu urbain et de 47 % en milieu rural, avec une moyenne nationale de 56 %.

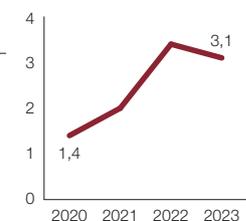
Taux de croissance du PIB réel (%)



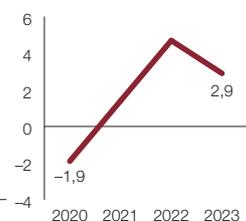
Taux de croissance du PIB réel par habitant (%)



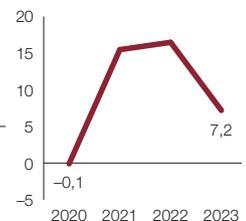
Inflation de l'IPC (%)



Solde budgétaire (% du PIB)



Compte courant (% du PIB)



Source : Les données datent de avril 2022 et proviennent des autorités nationales ; données pour 2021 sont des estimations et données pour 2022 et 2023 sont des prévisions fondées sur les calculs des auteurs.